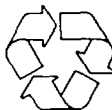


**Visite au Canada
du
Président de la
République de Finlande
M. Mauno Koivisto**

du 7 au 13 octobre 1990

Think Recycling!



Pensez à recycler!

Imprimé sur du papier contenant des rebuts recyclés.

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20028632 9

DOCS

CA1 EA 90R22 EXF

Visit to Canada by President Mau
Koivisto of the Republic of Finl

: October 7-13, 1990. --

43263689



60984 81800

**Visite au Canada
du
Président de la
République de Finlande
M. Mauno Koivisto**

du 7 au 13 octobre 1990



Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada

Table des matières

Le Président Mauno Koivisto	1
Le ministre des Affaires étrangères Pertti Paasio	3
Le Premier ministre Brian Mulroney	5
Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures Joe Clark	7
Les relations bilatérales entre le Canada et la Finlande	9
Les relations commerciales entre le Canada et la Finlande	10
Les investissements finlandais au Canada	11
Les investissements canadiens en Finlande	12
La situation politique en Finlande	13
La situation économique en Finlande	14
La politique étrangère de la Finlande	15
Le commerce extérieur de la Finlande	16
Fiche documentaire sur la Finlande	17

Le Président Mauno Koivisto

M. Koivisto est né le 25 novembre 1923 à Turku, en Finlande. Il a obtenu une maîtrise en sociologie en 1953 et un doctorat en philosophie en 1956.

Il a d'abord travaillé comme charpentier et comme docker. Pendant ses études universitaires, dans les années 50, il a aussi travaillé comme chef du bureau d'emploi d'un port, puis comme enseignant au primaire et plus tard comme conseiller en orientation.

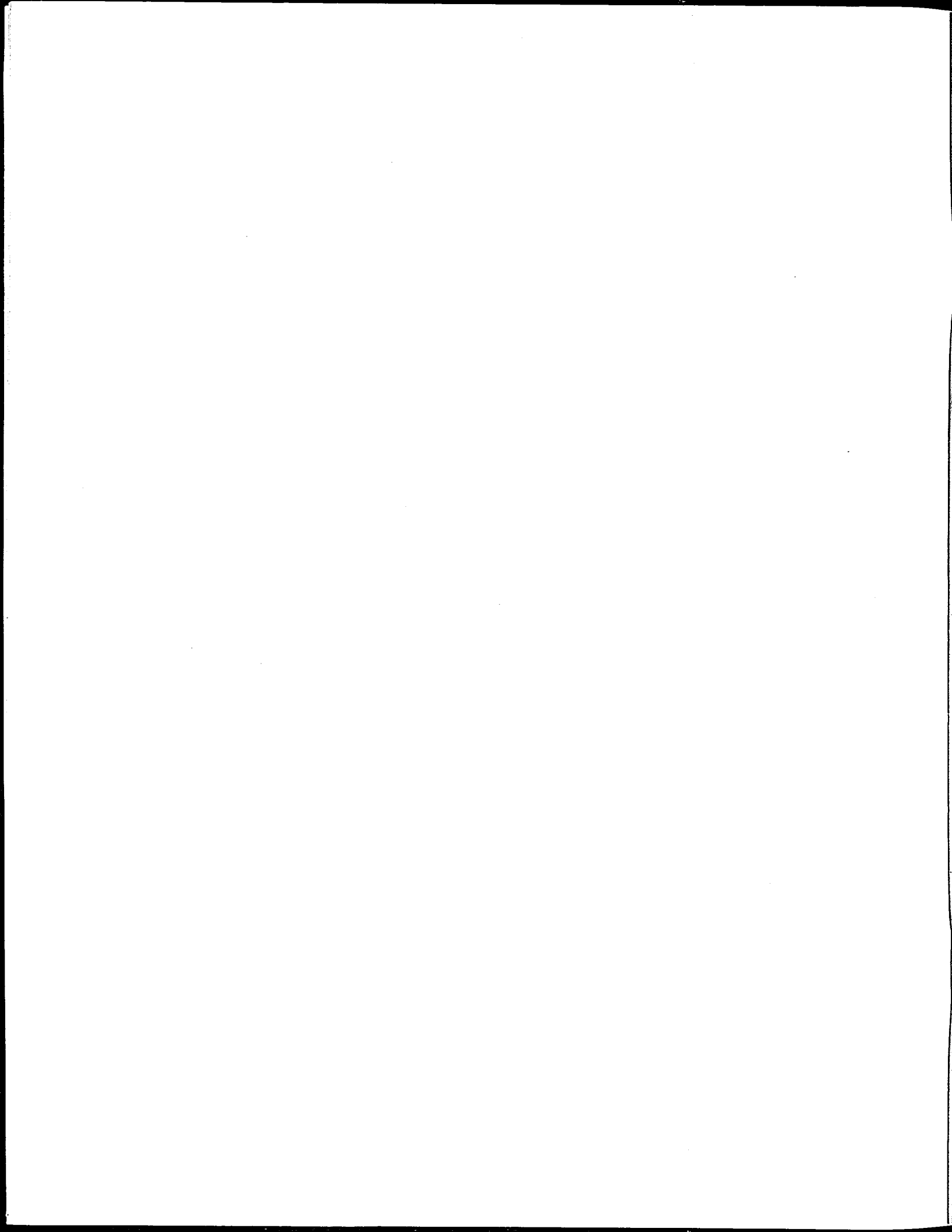
En 1958, il entrait au service de la Caisse d'épargne des travailleurs d'Helsinki, où il a exercé les fonctions de directeur général de 1959 à 1967. Il a ensuite occupé, de 1968 à 1982, le poste de gouverneur du conseil de gestion de la Banque de Finlande.

La carrière politique de M. Koivisto a débuté en 1947, quand il a adhéré au Parti social-démocrate de Finlande. Il a siégé au conseil municipal de Turku de 1957 à 1966, année de son entrée sur la scène politique fédérale. Il a été ministre des Finances en 1966 et 1967, et de nouveau en 1972. Il a été Premier ministre de 1968 à 1970 et de 1979 à 1982.

M. Koivisto a occupé différents postes de direction dans l'entreprise privée et a reçu de nombreux doctorats honorifiques. Il est l'auteur de cinq ouvrages traitant d'économie et de politique.

M. Koivisto est marié à Tellervo Kankaanranta et ils ont une fille, Assi.





**Le ministre
des Affaires étrangères
Pertti Paasio**

M. Paasio est né le 2 avril 1939 à Helsinki, en Finlande. Il a fait ses études à Turku, où il a obtenu une maîtrise en sciences politiques.

Sa carrière politique a débuté sur la scène municipale. Après s'être fait élire au conseil municipal de Turku en 1965, il a occupé le poste de secrétaire au Tourisme de 1967 à 1973, puis a dirigé l'Agence d'emploi de Turku de 1973 à 1987.

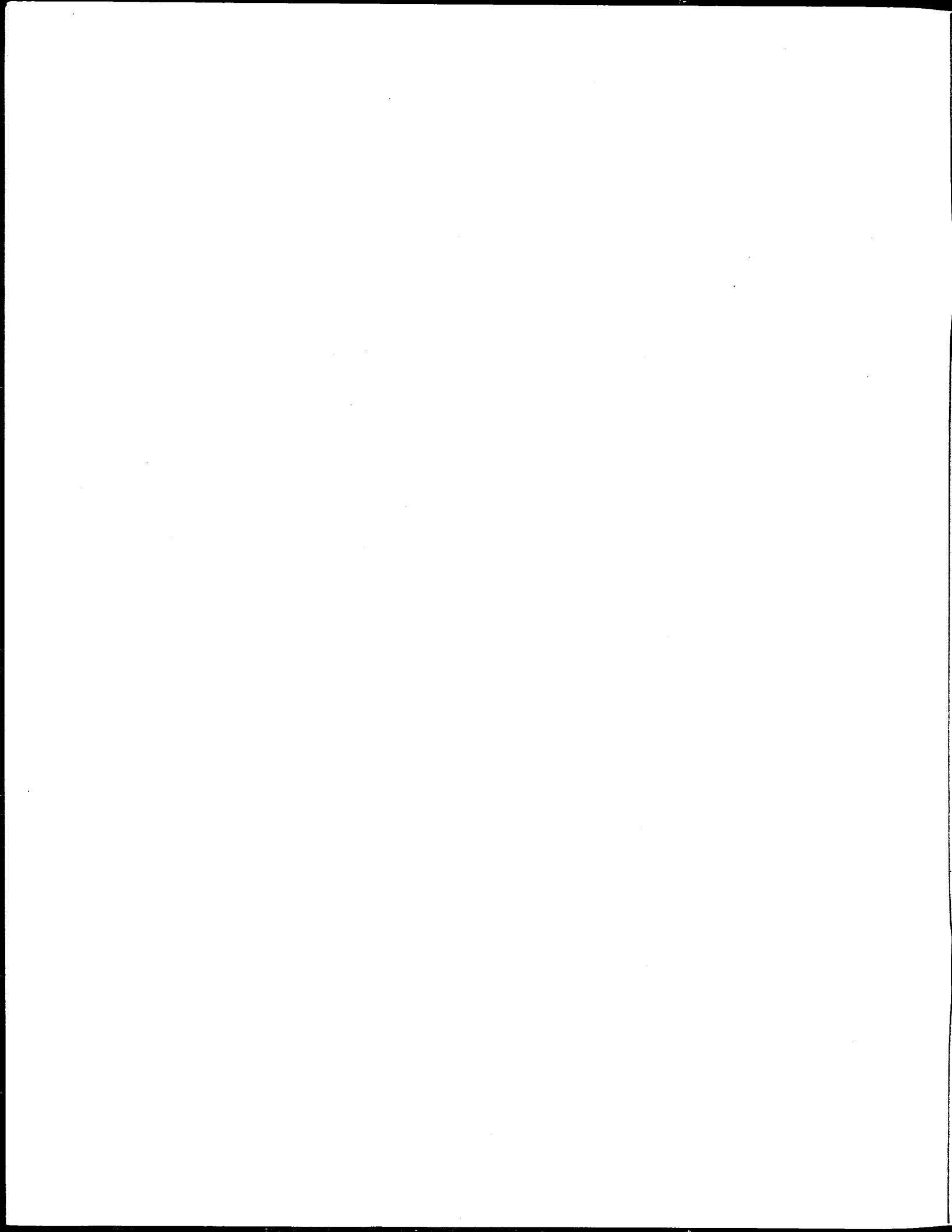
M. Paasio est entré sur la scène politique fédérale en 1972, quand il a été nommé secrétaire politique du ministre des Finances; en 1975, il a exercé les mêmes fonctions auprès du Premier ministre.

Élu pour la première fois au Parlement en 1975, M. Paasio y a été réélu en 1982 et à chaque élection subséquente. Il est membre du Comité des Affaires étrangères du Parlement depuis 1983 et président du Parti social-démocrate de Finlande depuis 1987. Il a été nommé ministre des Affaires étrangères en 1989.

M. Paasio a oeuvré activement au sein de diverses organisations de jeunes, dont la Ligue des jeunes socio-démocrates et la Fédération des jeunes faucons.

M. Paasio est marié à Kirsti Johansson et ils ont quatre enfants.





Le Premier ministre Brian Mulroney

M. Brian Mulroney est né à Baie-Comeau (Québec) le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse) et une licence en droit de l'Université Laval de Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu chef du Parti progressiste-conservateur. Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada. Il a été réélu dans la circonscription de Charlevoix (Québec) le 21 novembre 1988, menant son parti à une deuxième victoire majoritaire.

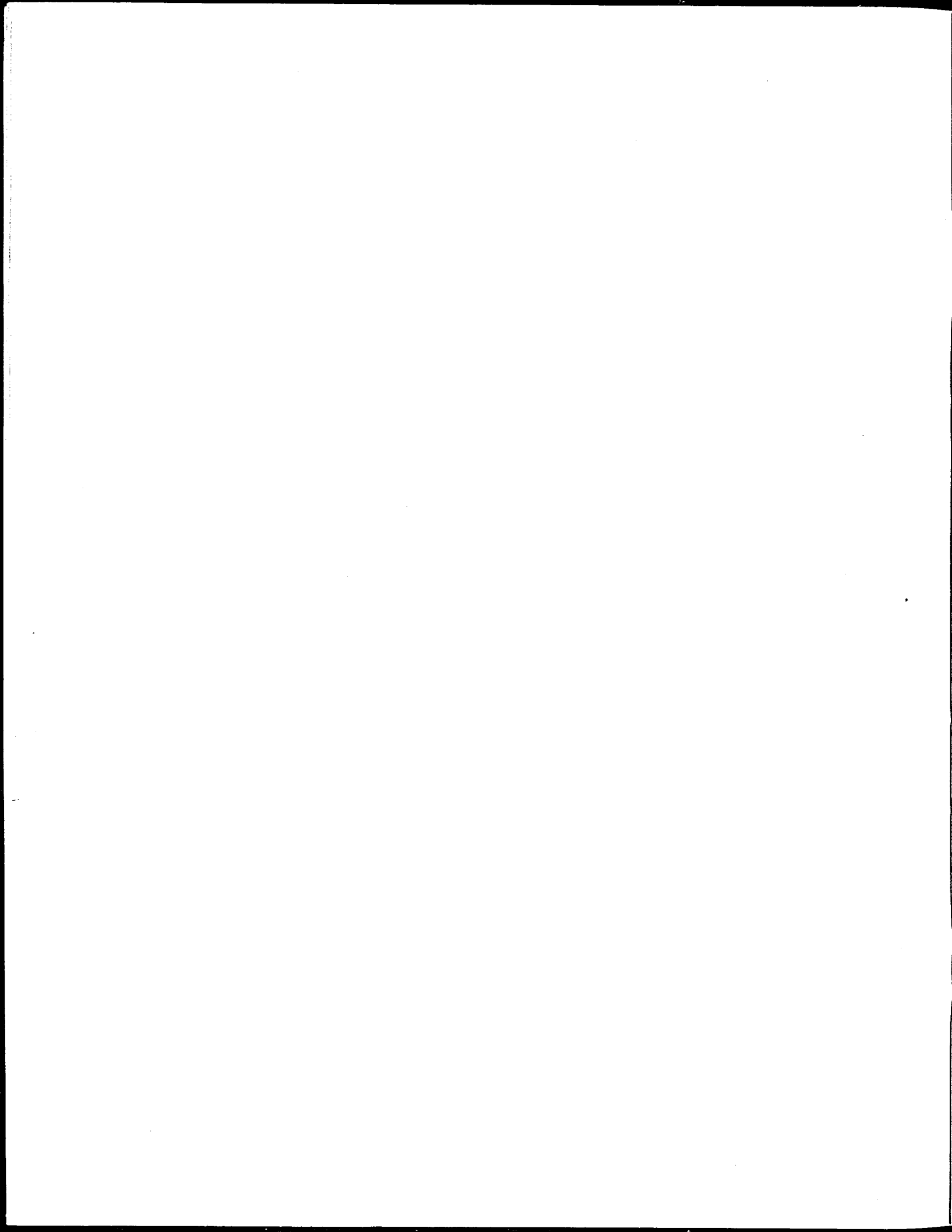
M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.



Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels que Centraide de Montréal, l'Association des Grands Frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Fondation canadienne de diabète juvénile et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki et ils ont quatre enfants, Caroline, Benedict, Mark et Nicolas.



**Le secrétaire d'État
aux Affaires extérieures
Joe Clark**

M. Joe Clark est né à High River (Alberta) le 5 juin 1939. Il détient un baccalauréat en histoire et une maîtrise en sciences politiques de l'Université de l'Alberta ainsi qu'un doctorat honorifique en droit de l'Université du Nouveau-Brunswick.

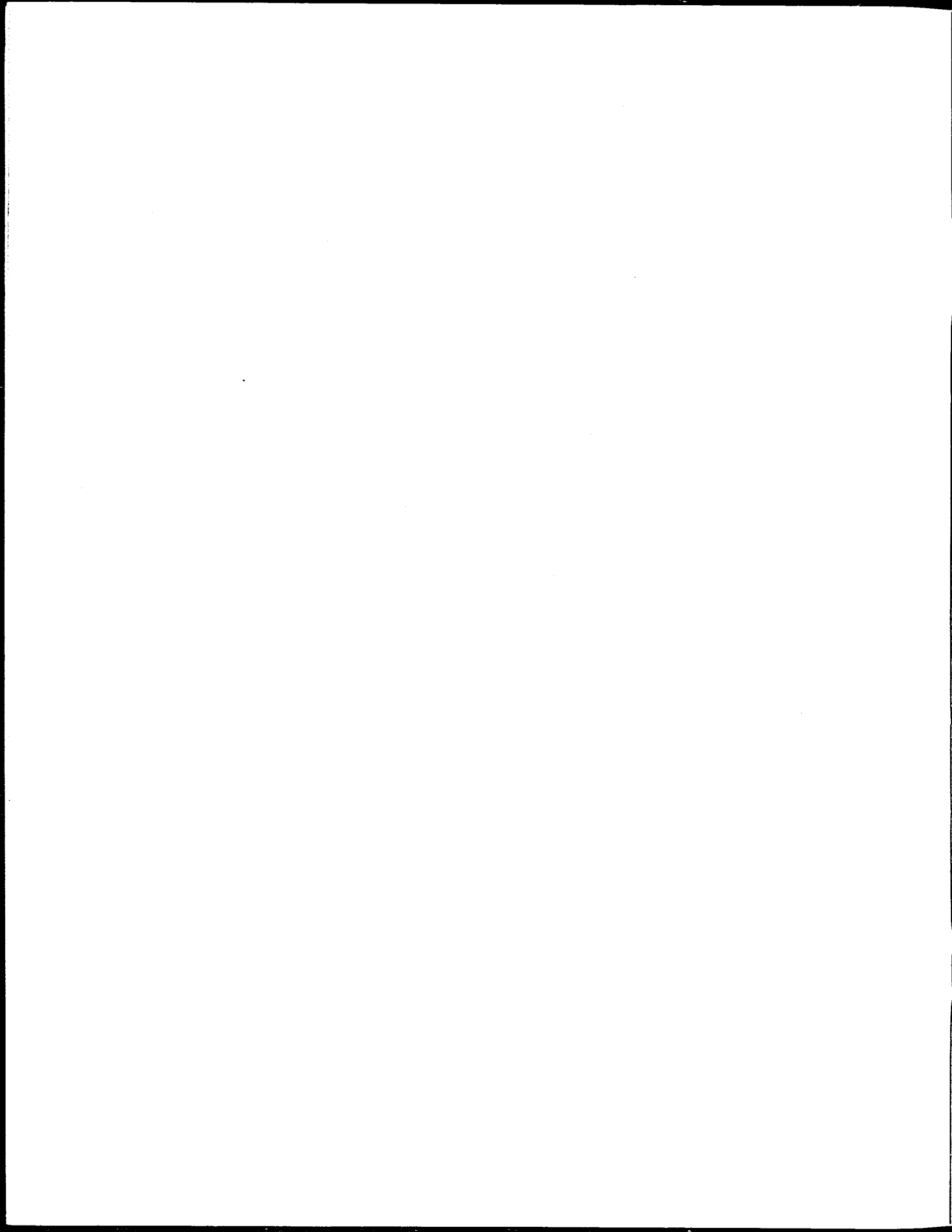
M. Clark, qui a été journaliste et conseiller politique avant de se lancer en politique, a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1972 et y a été réélu à chacune des élections subséquentes, dont celle de 1988.

M. Clark est devenu chef du Parti progressiste-conservateur le 22 février 1976 et a mené son parti à la victoire aux élections du 22 mai 1979; il a été assermenté comme Premier ministre le 4 juin suivant. Son gouvernement a été défait aux élections du 18 février 1980.

Depuis sa nomination au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984, M. Clark s'est consacré à redonner au Canada son rôle traditionnel dans un internationalisme constructif et conséquent.

Il est président du Comité du Cabinet chargé de la politique étrangère et de la défense et vice-président du Sous-comité du commerce du Comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification.





Les relations bilatérales entre le Canada et la Finlande

En tant que démocraties parlementaires bilingues du Nord ayant des ressources géographiques, climatiques et économiques analogues, le Canada et la Finlande ont beaucoup d'affinités. Les Canadiens et les Finlandais travaillent en étroite collaboration dans des organisations internationales comme l'Organisation des Nations Unies (ONU) et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), et s'intéressent tout particulièrement au maintien de la paix et à la protection de l'environnement. Le Canada, la Finlande et les autres pays de l'Arctique collaborent actuellement à trouver des façons de protéger l'environnement de l'Arctique.

Un accord bilatéral sur le service aérien, en juin 1988, a donné à Finnair accès à Toronto (à partir de 1989) et aux transporteurs canadiens la possibilité d'étendre leurs services à Helsinki. Lors de sa visite en Finlande en mai 1990, le ministre du Commerce John Crosbie a signé des accords sur l'impôt et les services aériens ainsi qu'un échange de lettres sur la coopération scientifique et technique. En avril, le ministre d'État (Céréales), Charles Mayer, s'est lui aussi rendu en Finlande, tandis que de son côté le ministre finlandais de l'Agriculture, Toivo Pohjala, se rendait en Saskatchewan et en Colombie-Britannique.

Le Canada compte 91 000 citoyens nés en Finlande. Tous les ans, environ 15 000 Finlandais visitent le Canada et près de 145 jeunes Finlandais viennent chaque année étudier au Canada.

Plus de soixante-dix oeuvres littéraires contemporaines canadiennes ont été traduites en finnois et les Finlandais manifestent un intérêt croissant à l'égard des études canadiennes. Les deux pays s'intéressent aux mêmes sports d'hiver, en raison sans doute d'un climat identique.

Les relations commerciales entre le Canada et la Finlande

Les relations commerciales entre le Canada et la Finlande vont en s'intensifiant. En 1989, les exportations canadiennes vers la Finlande ont augmenté de 35 p. 100 pour atteindre 255 millions \$. Le Canada exporte principalement du minerai de zinc, de la pâte de bois, une gamme de plus en plus variée de produits finis et de produits alimentaires. Les activités de promotion des exportations sont axées surtout sur le matériel de communication et d'informatique, les produits de la mer, les denrées alimentaires et les produits agricoles, les biens de consommation et les produits reliés à la défense.

Les importations canadiennes en provenance de la Finlande se sont chiffrées à 375 millions \$ en 1989, ce qui représente une augmentation de 22 p. 100. Au nombre des produits importés : le papier, la machinerie pour les papeteries et les scieries, l'acier inoxydable et de nombreux produits finis. La Finlande met de plus en plus l'accent sur ses exportations vers l'Amérique du Nord.

Ce n'est que récemment que les échanges commerciaux entre le Canada et la Finlande ont augmenté. En effet, jusqu'en 1975, les ventes canadiennes à la Finlande ne se chiffraient qu'à 20,7 millions \$, tandis que les exportations finlandaises vers le Canada étaient de l'ordre de 28,9 millions \$.

Les relations commerciales entre le Canada et la Finlande sont régies par un échange de notes en date du 17 novembre 1948, et par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), entré en vigueur le 25 mai 1950.

Le Canada et la Finlande s'accordent mutuellement le traitement tarifaire de la nation la plus favorisée. Pour les exportateurs canadiens, les possibilités de s'associer aux sociétés finlandaises dans le but de réaliser des ventes à l'Union soviétique sont avantageuses et un bon nombre de transactions ont déjà été réalisées avec succès.

Pays de l'OCDE très novateur, la Finlande possède une technologie de classe internationale dans les domaines de la foresterie, de la construction navale, des métaux, des télécommunications, de l'électronique, de l'informatique ainsi que des biens de consommation et des matériaux de construction. Son bien-être économique est tributaire de sa capacité à suivre le progrès. Le Canada et la Finlande désirent tous deux accroître substantiellement leurs échanges.

Les investissements finlandais au Canada

La taille du marché finlandais étant plutôt restreinte, les compagnies finlandaises ont toujours dû compter sur l'exportation et l'investissement à l'étranger pour assurer leur expansion. Cette expansion a été importante tout au long de la dernière décennie, particulièrement au niveau des investissements directs servant à lancer de nouvelles entreprises ou à acquérir des entreprises déjà existantes.

La Banque de Finlande estimait à 21,7 milliards MF (6,4 milliards \$CAN) la valeur des investissements finlandais à l'étranger à la fin de 1988. Le meilleur rendement pour les investisseurs a été obtenu par des entreprises dans les secteurs forestier et chimique situées en Amérique du Nord.

Un sondage annuel de la Banque de Finlande démontre qu'il y a eu une augmentation de 48 p. 100 des investissements nets des compagnies finlandaises par rapport à 1988, soit 11,8 milliards MF (3,5 milliards \$CAN). Bien que les compagnies finlandaises aient accordé la priorité à l'Europe de l'Ouest, qui a bénéficié de 40 p. 100 de leurs investissements à l'étranger, l'Amérique du Nord a fait bonne figure. Les États-Unis et le Canada ont reçu respectivement en 1989, 21 p. 100 et 7 p. 100 de l'investissement finlandais à l'étranger.

Le Canada continue d'être un pays de prédilection pour les investisseurs finlandais. Environ 80 entreprises finlandaises – parmi lesquelles plus de la moitié des 30 plus importantes sociétés du pays – sont établies au Canada et elles emploient près de 6 000 personnes. En 1989, Neste, la compagnie pétrolière nationale de la Finlande, a conclu une entente avec Petro-Canada pour la construction d'une usine d'éther méthylique tert-butanol évaluée à 350 millions \$CAN près

d'Edmonton, en Alberta. Une autre multinationale finlandaise, Rauma Repola, a fait l'acquisition de Timberjack, une entreprise canadienne bien connue dans le domaine du matériel destiné à l'industrie forestière.

Tampella, un géant dans le secteur de l'outillage industriel, a fait l'acquisition d'Eimco Jarvis, un important manufacturier de matériel pour l'exploitation minière. À cela s'ajoute l'agrandissement d'installations déjà existantes, comme l'usine de pâte et papier Eurocan en Colombie-Britannique, propriété à 50 p. 100 de Enzo-Gutzeit, et des activités minières de Normet, à Lively en Ontario, qui sont limitées mais tout de même importantes pour la région.

L'acquisition de Dominion Engineering de Montréal et de Sentrol de Toronto a permis à la compagnie Valmet au milieu des années 80 de consolider la place de choix qu'elle occupe dans le marché des machines pour la fabrication du papier.

Les investissements d'Outokumpu dans le secteur minier et de Karhu dans celui des produits de consommation de même que l'acquisition par Amer de Wilson Sporting Equipment sont d'autres exemples d'une présence toujours plus importante des compagnies finlandaises dans plusieurs secteurs de l'économie canadienne.

Les investissements canadiens en Finlande

La valeur des investissements directs canadiens en Finlande est pour ainsi dire négligeable, puisqu'elle s'élevait à moins de 5 millions \$CAN en 1986. Ce montant augmentera probablement, vu la participation à 50-50 de Polysar et Raison Tehtaat dans la compagnie Raison Polysar Oy, qui produit du latex.

Les quelques autres sociétés canadiennes qui ont investi en Finlande, sont entre autres, Bombardier, qui a des intérêts dans Trapper Oy et IP Sharp Associates, qui compte 20 p. 100 d'intérêts dans TM Team Oy (logiciels).

La situation politique en Finlande

La Finlande, qui est l'un des plus grands pays d'Europe (337 000 km²), est également l'un des pays européens les moins peuplés (4,9 millions d'habitants). Elle est située à la même latitude que les Territoires du Nord-Ouest du Canada, sans toutefois partager leur dur climat. La Finlande a été gouvernée tour à tour par l'Ouest, ayant fait partie du royaume de Suède jusqu'en 1809, et par l'Est, en tant que grand-duché russe, jusqu'à ce que son indépendance soit déclarée le 6 décembre 1917.

La Finlande est actuellement l'un des pays européens les plus prospères; elle maintient des liens économiques étroits à la fois avec l'Est et l'Ouest et pratique une politique extérieure neutraliste.

En vertu de la constitution finlandaise, le pouvoir est divisé entre le président de la république et un parlement constitué de 200 membres. Le président est notamment chargé de la politique étrangère et il est commandant en chef des forces armées. Il nomme le cabinet et peut introduire un projet de loi ou imposer son veto. Le président est élu pour six ans au suffrage indirect. Seulement trois présidents ont été élus depuis 1946 : le président actuel M. Mauno Koivisto, a été réélu en février 1988 pour un second mandat.

Le système finlandais de représentation proportionnelle, assez complexe, encourage la formation d'une multitude de partis politiques et la constitution de gouvernements de coalition. Depuis avril 1987, le Premier ministre Harri Holkeri, un conservateur, dirige une coalition formée du Parti de coalition nationale (conservateurs), du Parti social-démocrate, du Parti populaire suédois et du Parti rural finlandais. M. Holkeri est le premier conservateur à occuper le poste de Premier ministre depuis 1946.

Les prochaines élections sont prévues pour mars 1991.

La situation économique en Finlande

En 1989, l'économie nationale de la Finlande poursuivait son expansion pour la douzième année consécutive. Pendant cette période, le PNB a augmenté en moyenne de 3,8 p. 100 par an. L'augmentation en 1989 était de 5 p. 100, et de 5,2 p. 100 l'année précédente. De 1988 à 1989, le revenu national par habitant est passé de 74 220 MF (20 600 \$CAN) à 82 880 MF (23 000 \$CAN), soit une augmentation de 11,7 p. 100.

En fait, l'augmentation réelle du revenu par habitant en 1989 a été de 5,1 p. 100, le taux d'inflation ayant grimpé à 6,6 p. 100. La poussée des salaires, conjuguée avec un faible taux de chômage (3,5 p. 100), a stimulé la consommation privée pour la troisième année de suite. La surchauffe de l'économie a contribué à accentuer le déséquilibre de la balance des paiements de la Finlande (21 milliards MF, soit 5,8 milliards \$CAN). Le déficit représentait 4 p. 100 du PNB et la valeur totale de la dette extérieure, 17 p. 100.

Prévisions économiques pour 1990

À la fin de 1989, les signes de surchauffe de l'économie en Finlande étaient plus manifestes que jamais. En 1989, la consommation privée avait augmenté de 16 p. 100. La hausse de la consommation qui s'était poursuivie pendant plusieurs années avait entraîné une augmentation sensible de l'endettement des ménages.

La courbe favorable des exportations de produits forestiers des trois dernières années a encouragé l'industrie à augmenter ses investissements de 20 p. 100. Soucieuse de limiter la demande et le déséquilibre de la balance des paiements, la Banque de Finlande a cherché à resserrer les marchés de capitaux et à garder les taux d'intérêt élevés pendant la deuxième moitié de 1989.

Dans le budget proposé pour 1990, le gouvernement exposait une entente de

stabilisation des négociations salariales collectives pour les deux prochaines années. Les syndicats et les associations d'employeurs l'ont acceptée en principe dans le but de renforcer les mesures déjà prises par la Banque de Finlande. Le ministre des Finances estime qu'en 1990, la croissance du PNB ralentira jusqu'à 2,5 p. 100.

Les mesures destinées à modérer la consommation devraient compenser le déficit de la balance du commerce extérieur. On s'attend à ce que les investissements dans l'industrie amènent une augmentation de la productivité et une hausse de 3,5 p. 100 des exportations.

Parallèlement, le ralentissement de la consommation est censé ramener l'augmentation de la demande de produits importés au même taux, soit environ 3,5 p. 100. Le déficit de la balance des paiements devrait augmenter légèrement.

La pénurie de main-d'oeuvre dans le sud de la Finlande contribuera à maintenir le taux global de chômage à 3,5 p. 100. Le taux d'inflation, qui était de 7,5 p. 100 de janvier 1989 à janvier 1990, devrait redescendre à 5 p. 100 vers la fin de l'année. La consommation restera modérée en raison des taux d'intérêt élevés.

Les taux d'intérêt offerts par les grandes banques sont passés de 10 p. 100 en moyenne en 1988 à plus de 16 p. 100 vers la fin de 1989 et devraient se maintenir autour de 16 p. 100. Les effets de cette augmentation ont eu tôt fait de se faire sentir dans le marché du logement, où l'on a assisté à la stabilisation des prix et parfois même à leur baisse, celle-ci allant de 10 à 15 p. 100 dans certaines régions de la banlieue d'Helsinki.

La politique étrangère de la Finlande

En tant que pays démocratique doté d'une économie de marché, la Finlande entretient des liens étroits avec l'Ouest. Elle est membre du Conseil des États nordiques et, à ce titre, partage avec la Suède, la Norvège, le Danemark et l'Islande un marché commun du travail assorti d'avantages sociaux réciproques. Elle est membre de l'Association européenne de libre-échange (AELE), de l'Organisation de la coopération du développement économique (OCDE), du Conseil de l'Europe, des Nations Unies, de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et d'autres institutions financières.

La situation géographique de la Finlande, sa faible population et son histoire l'ont conduite à nouer des rapports étroits et mutuellement profitables avec l'URSS. En vertu du Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle qu'elle a signé en 1948 avec l'Union soviétique et qui arrive à échéance en 2003, la Finlande s'engage à résister aux attaques armées passant par le territoire finlandais dirigées contre elle ou contre l'URSS.

L'Union soviétique n'a pas pour autant le droit d'envoyer des troupes en Finlande par décision unilatérale, le Traité prévoyant que toute décision doit être prise d'un commun accord entre les parties. La Finlande entretient des liens économiques solides et maintient un dialogue politique avec son voisin.

Ce besoin de maintenir un équilibre bien dosé avec ses voisins de l'Est et de l'Ouest a amené la Finlande à devenir membre du Groupe des États non alignés et neutres et à poursuivre une politique de neutralité qui a été reconnue à la fois par l'Est et par l'Ouest.

Si un conflit éclatait quelque part en Europe, la sécurité des intérêts finlandais serait menacée. Aussi la Finlande est-elle un ardent partisan du contrôle des armements et

du désarmement et elle recherche notamment la création d'une zone nordique dénucléarisée. Elle est un membre actif des Nations Unies et de ses institutions spécialisées depuis 1955, et elle a été élue membre du Conseil de sécurité pour deux ans (1989-1990).

La Finlande est particulièrement active au sein des Forces de maintien de la paix de l'ONU, par sa participation à la FINUL (Liban), la FNVOD (Moyen-Orient), l'ONUST (Moyen-Orient), l'UNMOGIP (Inde-Pakistan), l'UNFICYP (Chypre) et le GANUPT (Namibie).

Elle a été l'hôte de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) en 1975, au cours de laquelle a été signé l'Accord d'Helsinki, et a été le siège de la commémoration du Dixième anniversaire de l'Accord en 1985. Elle a de plus été choisie pour accueillir la réunion de suivi de la CSCE de 1992.

En 1989, la Finlande a atteint son objectif de verser 0,7 p. 100 de son PNB en aide extérieure. Ses programmes bilatéraux de coopération au développement sont destinés à un certain nombre de pays de concentration, principalement en Afrique et en Asie. Elle accorde 30 p. 100 de son aide bilatérale aux pays les moins avancés.

Les forces armées finlandaises ont un effectif de 36 500 militaires, dont 31 000 dans l'armée de terre. En Finlande, le service militaire est obligatoire pour les hommes, qui suivent ensuite des cours de recyclage jusqu'à l'âge de 50 ans. Le pays a en réserve 700 000 hommes, dont 210 000 pourraient se joindre aux forces régulières et former une force d'intervention rapide en cas d'urgence. Le budget de la défense représente environ 1,4 p. 100 du PNB. La Finlande fabrique environ le tiers de son équipement militaire et se procure le reste, en parts égales, auprès des pays de l'Est et de l'Ouest.

Le commerce extérieur de la Finlande

Le déséquilibre de la balance des paiements en Finlande, en 1989, s'explique en partie par le déficit inattendu de 5,5 milliards MF (1,6 million \$CAN) dans la balance du commerce extérieur. En 1988, la Finlande avait enregistré un excédent de 783 millions MF (218 millions \$CAN) au chapitre du commerce extérieur. En 1989, les importations se chiffraient à 105,3 milliards MF (29,3 milliards \$CAN), et les exportations, à 99,8 milliards MF (27,7 milliards \$CAN).

Le volume des importations en Finlande a augmenté de 10 p. 100 en 1989 par rapport à 1988 et leur valeur, de 14 p. 100. Le volume des exportations s'est maintenu; en revanche, leur valeur a augmenté de 7 p. 100.

L'accroissement des importations est en grande partie attribuable à la hausse de 20 p. 100 de la valeur des biens d'investissement, à l'augmentation de 16 p. 100 de la valeur des produits de consommation et à l'augmentation de 13 p. 100 de la valeur des matières premières.

Quant à la hausse des exportations, elle s'explique par l'augmentation de 14 p. 100 de la valeur des produits de l'industrie métallurgique, qui représentaient 42 p. 100 de toutes les exportations en 1989 et formaient le principal groupe de produits d'exportation de la Finlande. L'exportation des produits forestiers, qui représentent 40 p. 100 de la valeur totale, n'a augmenté que de 5 p. 100.

En 1989, l'Europe de l'Ouest a été plus que jamais le principal partenaire commercial de la Finlande; 44,5 p. 100 des importations finlandaises provenaient de la Communauté européenne (CE), soit une augmentation de 17 p. 100 par rapport à l'année précédente. De même, 44 p. 100 des exportations finlandaises étaient destinées à la CE, ce chiffre représentant une augmentation de 8 p. 100 par rapport à 1988.

En 1989, les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) étaient les deuxièmes partenaires commerciaux de la Finlande. Ils étaient à l'origine de 19 p. 100 (augmentation de 15 p. 100) des importations et recevaient 20,3 p. 100 (augmentation de 6 p. 100) des exportations. La même année, 13,9 p. 100 de toutes les importations finlandaises provenaient des pays du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) en Europe, et 16,2 p. 100 des exportations y étaient destinées.

Les principaux partenaires commerciaux de la Finlande en Europe sont la Suède, la RFA, l'URSS et le Royaume-Uni.

En 1989, les États-Unis étaient à l'origine de 6,3 p. 100 des produits importés par la Finlande et recevaient 6,4 p. 100 de ses exportations. Dans le même ordre, ces chiffres étaient, pour le Canada, de 0,9 p. 100 et de 1,4 p. 100.

Fiche documentaire sur la Finlande

Superficie :	337 000 km ² 58 % de forêts, 8 % de terres cultivées et 7 % d'étendues d'eau
Population :	4,9 millions
Capitale :	Helsinki
Langues :	Finois 94 % Suédois 6 %
Religions :	Luthéranisme 90 % Église orthodoxe grecque 1 %
Chef de l'État :	Le président Mauno Koivisto, réélu en février 1988 pour un deuxième mandat de six ans
Chef du gouvernement :	M. Harri Holkeri, Premier ministre depuis avril 1987
Structure politique :	Depuis 1917, république indépendante avec président élu, démocratie parlementaire, représentation proportionnelle
Gouvernement du pays:	Cabinet dirigé par le Premier ministre, responsable devant le Parlement. La coalition au pouvoir regroupe le Parti de coalition national (conservateurs) les sociaux-démocrates, le Parti populaire suédois et le Parti rural finnois.
Accords :	Accord de libre-échange avec la Communauté européenne (CE) depuis 1973, accords de libre-échange indépendants avec différents pays d'Europe de l'Est, accord de coopération économique, technique et scientifique avec le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) depuis 1973
Produit intérieur brut (PIB) :	122 milliards \$US en 1989
Augmentation réelle du PIB :	5 % en 1989
PIB par habitant :	23 000 \$CAN en 1989
Taux d'inflation :	6,6 % en 1989
Taux de chômage :	3,5 % en 1989

Exportations : 27,7 milliards \$CAN en 1989
(métaux et services d'ingénierie, produits forestiers,
produits chimiques)
À la CE 44 %, à l'Association économique de libre-
échange (AELE) 20,3 %, au CAEM 16,2 %

Exportations au Canada : 375 millions \$CAN en 1989
(papier, machines industrielles, équipement de
transport, matières brutes, produits manufacturés)

Importations : 29,3 milliards \$CAN en 1989
(matières premières, produits de consommation,
pétrole brut, lubrifiants à base de combustibles)
De la CE 44,5 %, de l'AELE 19 %, du CAEM
13,9 %, des États-Unis 7 %

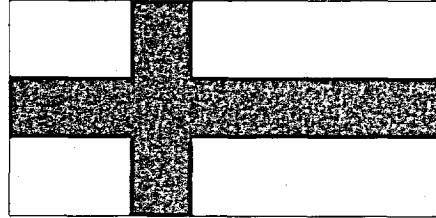
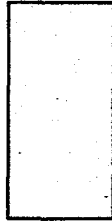
Importations du Canada : 255 millions \$CAN en 1989
(minerai de zinc, pâte de bois, produits finis, produits
alimentaires)

Notes

Notes

doc
CA1
EA
90R22
EXF

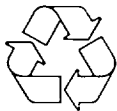
.b2443107(E)
.b2443120(F)



**Visit to Canada
by
President Mauno Koivisto
of the
Republic of Finland**

October 7-13, 1990

Think Recycling!



Pensez à recycler!

Printed on paper containing recovered waste.

Visit to Canada
by
President Mauno Koivisto
of the
Republic of Finland

October 7-13, 1990

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

AUG 18 1992

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

43-263-689 (e)
43-263-690 (f)



External Affairs and
International Trade Canada

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

Contents

President Mauno Koivisto	1
Minister of Foreign Affairs Pertti Paasio	3
Prime Minister Brian Mulroney	5
Secretary of State for External Affairs Joe Clark	7
Canada - Finland Bilateral Relations	9
Canada - Finland Trade	10
Finnish Investment in Canada	11
Canadian Investment in Finland	12
Finnish Political Situation	13
The Finnish Economy	14
Finnish Foreign Policy	15
Finland - Foreign Trade	16
Finland - Fact Sheet	17

President
Mauno Koivisto

Mauno Koivisto was born on November 25, 1923 in Turku, Finland. He received a Master of Arts degree in Sociology in 1953 and a Doctor of Philosophy degree in 1956.

Dr. Koivisto began his career as a carpenter and dockworker. While attending university in the 1950s, he also worked as Manager of the Harbour Labour Office, then as a primary school teacher and later as a vocational counsellor.

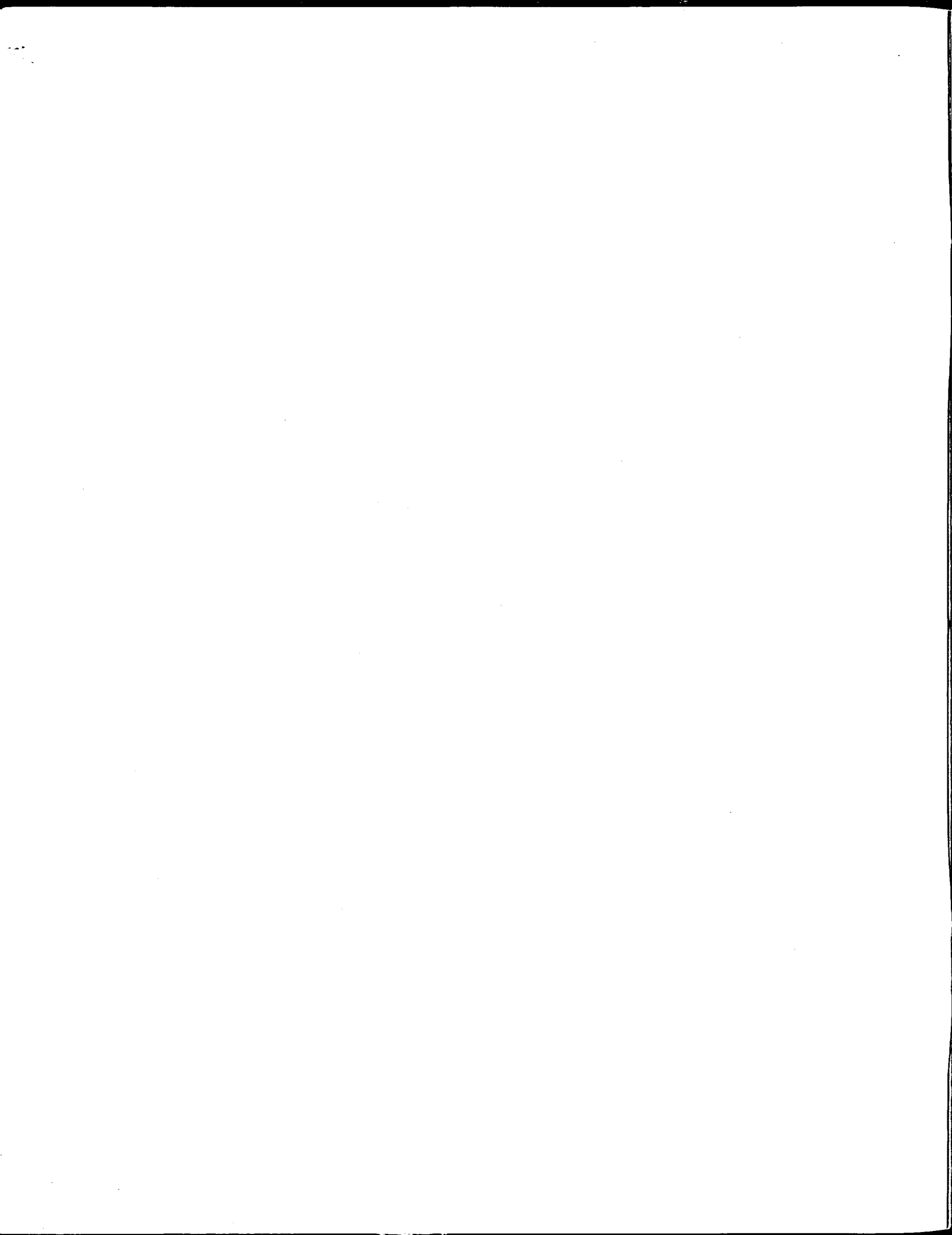
In 1958, Dr. Koivisto joined the Helsinki Workers' Savings Bank, and served as its Managing Director from 1959 to 1967. From 1968 until 1982 he was Governor of the Board of Management of the Bank of Finland.

Dr. Koivisto has had a long career in politics, beginning in 1947 when he joined the Finnish Social Democratic Party. Municipally, he was a member of the Turku City Council in 1957, until he entered federal politics in 1966. He was Finance Minister in 1966-67, and again in 1972. He served as Prime Minister in 1968-70 and in 1979-82.

Dr. Koivisto has held a variety of executive positions in business, and has received a number of honorary university degrees. He is the author of five books on economics and politics.

Dr. Koivisto is married to Tellervo Kankaanranta and has one daughter, Assi.





Minister of Foreign Affairs
Pertti Paasio

Pertti Paasio was born on April 2, 1939 in Helsinki, Finland. He was educated in Turku where he received a Master of Science degree in Political Science.

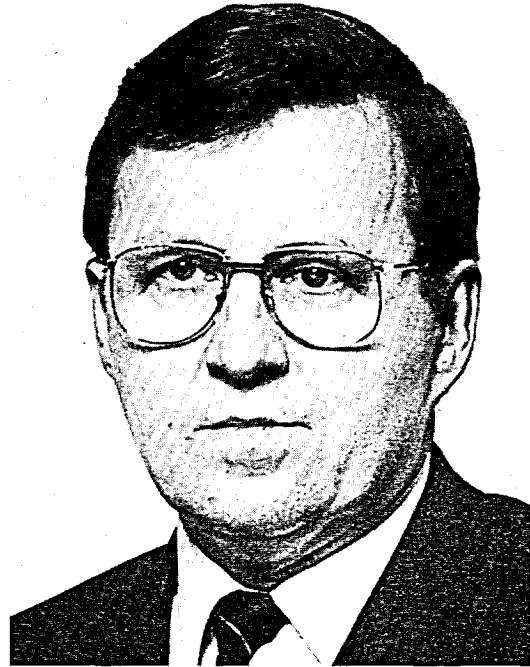
Mr. Paasio has spent his career in municipal and federal politics. In 1965 he was elected member of the Turku City Council; from 1967 to 1973 he served as Tourism Secretary, and was head of the Turku Labour Exchange from 1973 to 1987.

Mr. Paasio entered federal politics in 1972 when he was appointed Political Secretary to the Minister of Finance; in 1975 he served the Prime Minister in the same capacity.

First elected as a member of parliament in 1975, Mr. Paasio was re-elected in 1982 and in every subsequent election. He has been a member of the Parliamentary Foreign Affairs Committee since 1983, and Chairman of the Social Democratic Party of Finland since 1987. He was appointed Minister of Foreign Affairs in 1989.

Mr. Paasio has been active in a number of youth organizations, including The Social Democratic Youth League and the Young Falcons Federation.

Mr. Paasio is married to Kirsti Johansson and has four children.





Prime Minister
Brian Mulroney

Born March 20, 1939 in Baie Comeau, Quebec, Mr. Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

He holds a Bachelor of Arts (Honours) degree in Political Science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia, and a Bachelor of Law degree from l'Université Laval in Québec City.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected Leader of the Progressive Conservative Party of Canada. He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on August 29, 1983 in the riding of Central Nova, Nova Scotia.

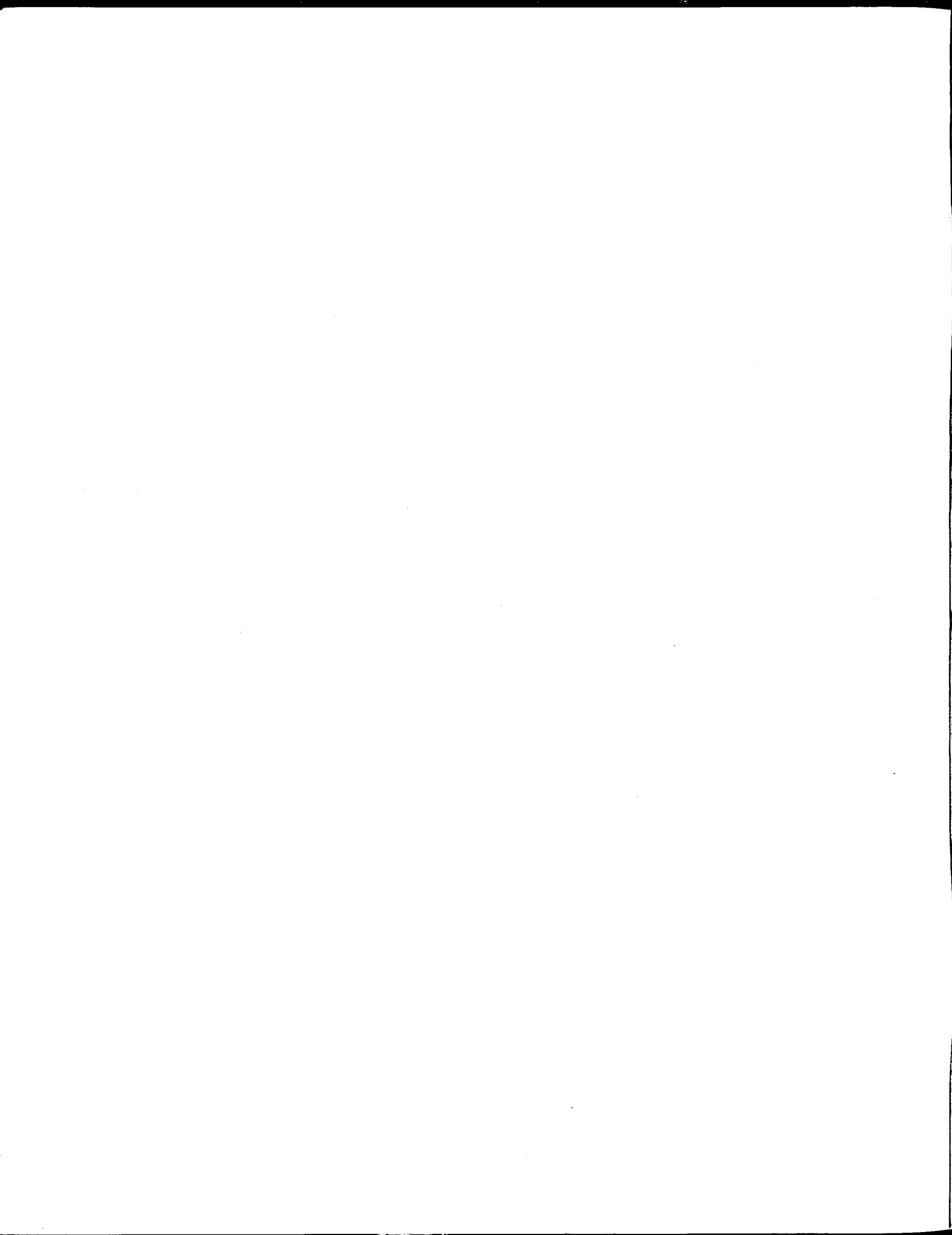
In the general election of 1984, Mr. Mulroney was elected in the riding of Manicouagan, Quebec. His party won the largest number of seats in Canadian parliamentary history. He was reelected in the riding of Charlevoix, Quebec, on November 21, 1988, and led his party to form a second majority government.

Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry. In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party of Canada. Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.



Mr. Mulroney has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children, Caroline, Ben, Mark and Nicolas.



Secretary of State
for External Affairs
Joe Clark

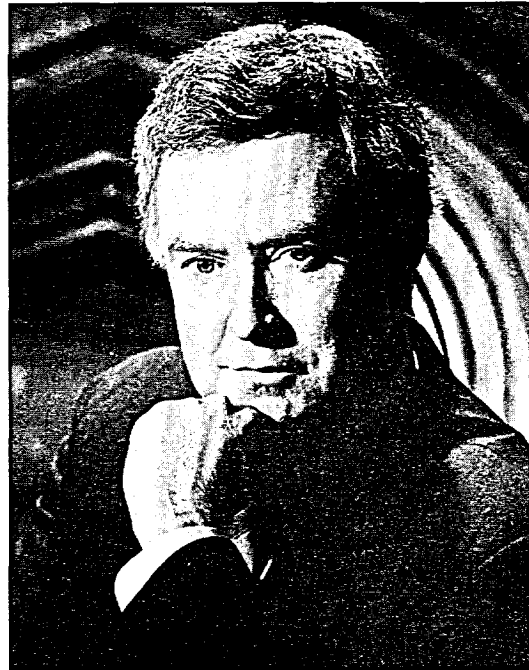
Born in High River, Alberta on June 5, 1939, Mr. Clark holds a Bachelor of Arts degree in History and a Master of Arts degree in Political Science from the University of Alberta, as well as an Honourary Doctor of Laws degree from the University of New Brunswick.

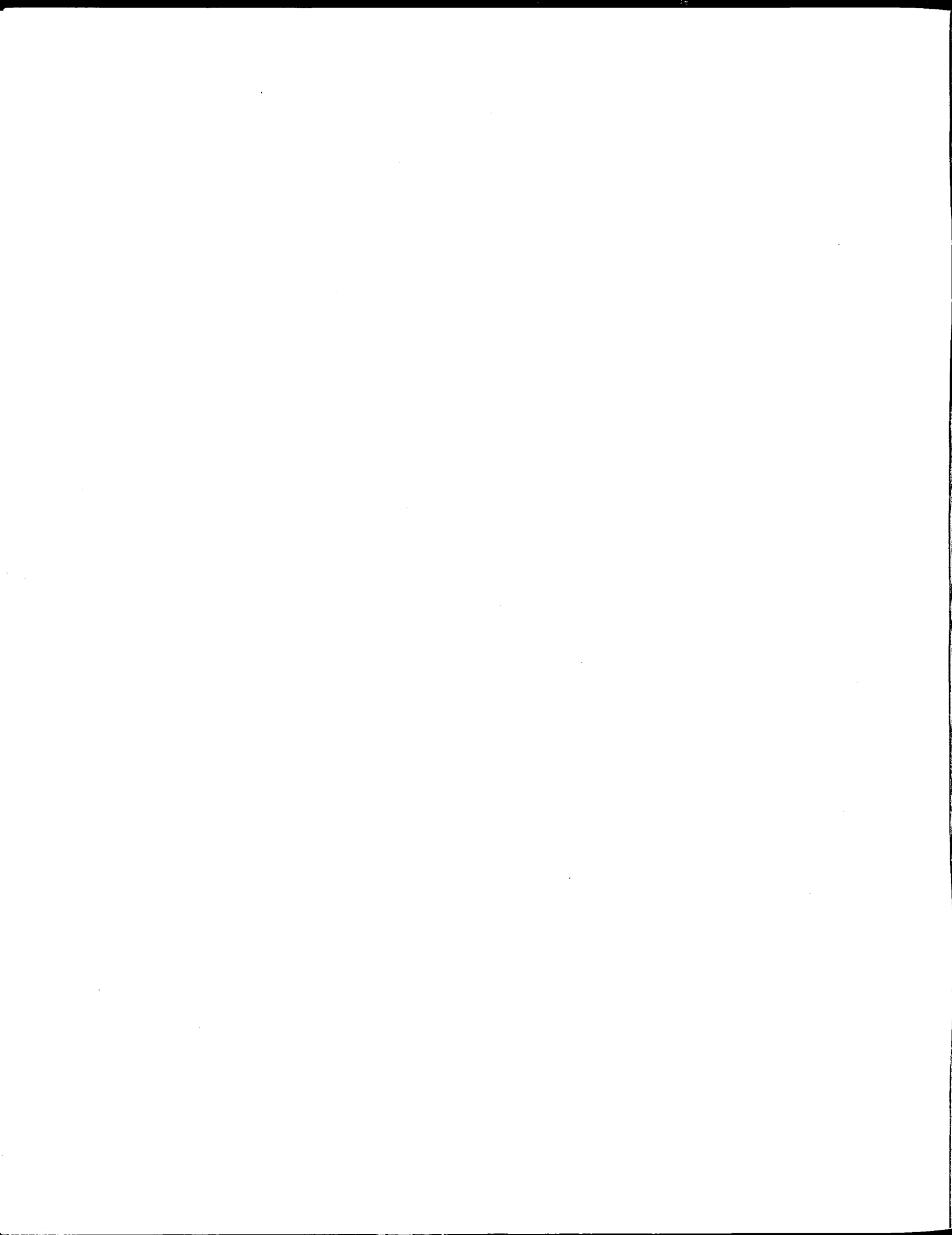
A former journalist and political advisor, Mr. Clark was first elected to the House of Commons in the general election of 1972. He has been re-elected to the House in all successive elections up to and including 1988.

On February 22, 1976, Mr. Clark was elected Leader of the Progressive Conservative Party. He was sworn in as Prime Minister on June 4, 1979, following the May 22 general election. His government was defeated at the polls on February 18, 1980.

Mr. Clark has focussed his attention on returning Canada to its traditional role of consistent and constructive internationalism since his appointment in 1984 as Secretary of State for External Affairs.

Mr. Clark is also Chairman of the Cabinet Committee on Foreign and Defence Policy and Vice-Chairman of the Sub-Committee of the Priorities and Planning Committee on Trade.





Canada – Finland Bilateral Relations

As northern, bilingual, parliamentary democracies with similar geography, climate and economic resources, Canada and Finland have much in common. Canadians and Finns work together in such organizations as the United Nations (UN) and the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE), and have a particular interest in peacekeeping and in the protection of the environment. Canada, Finland, and the other Arctic countries are working on ways to protect the Arctic environment.

A bilateral agreement on air services in June 1988 gave Finnair access to Toronto in 1989 and gave Canadian air transporters the possibility of expanding their services to Helsinki. During a visit to Finland in May 1990, International Trade Minister John Crosbie signed tax and air service agreements and an exchange of letters on science and technology cooperation. In April, the Minister of State for Grains and Oilseeds, Charles Mayer, visited Finland; and the Finnish Agriculture Minister, Toivo Pohjala, visited Saskatchewan and British Columbia.

There are 91,000 Finnish-born Canadian citizens; and each year almost 15,000 Finns visit Canada. Approximately 145 Finnish young people study annually in Canada.

More than 70 contemporary Canadian literary works have been translated into Finnish, and there is a growing interest in Canadian studies. There is also a common interest in winter sports because of the similarity in climates of the two countries.

Canada – Finland Trade

Canadian-Finnish economic relations have been steadily expanding and total trade has been increasing. Canadian exports to Finland increased by 35% in 1989 to \$255 million. Canada's main exports are zinc ore, wood pulp, and a growing variety of manufactured and food products. Export promotion activities centre on communications and informatics, sea products, agricultural and food products, consumer products and defence products.

Finnish exports to Canada increased by 22% in 1989 and totalled \$375 million. These included paper, wood and paper machinery, stainless steel and many manufactured products. Finland is putting increasing emphasis on exports to North America.

The greater volume of trade between Canada and Finland is a relatively recent development: in 1975 Canadian sales to Finland totalled only \$20.7 million while Finnish exports to Canada were \$28.9 million.

Trade relations between Canada and Finland are governed by a November 17, 1948 exchange of notes and by the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) of May 25, 1950.

Canada and Finland accord each other the Most-Favoured Nation (MFN) tariff treatment. The opportunities for Canadian exporters to work with Finnish firms for sales to the Soviet Union are good and a number of successful transactions have been noted.

As a highly innovative OECD country with world class technology in forestry, shipbuilding, metals, telecommunications, electronics, informatics, consumer goods and construction, Finland's economic well-being depends on keeping up with new developments. Both Canada and Finland have a keen interest in substantially expanding co-operation.

Finnish Investment in Canada

The limited market in Finland has traditionally pressed Finnish companies to rely heavily on exports and expansion abroad. This expansion was very active throughout the last decade especially in the form of direct investment to start new companies or acquire existing operations abroad.

The Bank of Finland estimates that Finnish direct investment abroad amounted to FIM 21.7 billion (C\$6.4 billion) at the end of 1988. The highest return on investment was generated in North America by the forest and chemical industries.

An annual survey by the Bank of Finland shows there was a 48% increase over 1988 in the net investment outflow by Finnish companies, reaching FIM 11.8 billion (C\$3.5 billion). Although Finnish companies have placed their priority on Western Europe, which received 40% of total investment abroad, North America fared well. The United States and Canada received 21% and 7% respectively of the total outward investment in 1989.

Canada has been and continues to be a target for Finnish entrepreneurs. Some 80 Finnish companies employing 6,000 people operate in Canada, including more than half the top 30 Finnish companies. In 1989, Neste, the national oil company, announced a joint venture with Petro-Canada to build a C\$350 million MTBE (methyl tertiary butyl ether) plant near Edmonton. Another Finnish multinational, Rauma Repola, acquired a well known Canadian company in the forestry equipment sector, Timberjack.

Tampella, a giant in industrial equipment acquired Eimco Jarvis, an important mining equipment manufacturer. This is in addition to the expansion of existing plants, such as Eurocan pulp and paper mill in B.C. in which Enzo-Gutzeit has a 50% interest, and Normet's mining carrier operation in Lively, Ontario, which is small but still significant for the area.

Valmet acquired Dominion Engineering in Montreal and Sentrol in Toronto in the mid-1980s and is consolidating its market leadership as a manufacturer of paper-making equipment.

Investment in mining by Outokumpu, in consumer goods by Karhu, and the acquisition of Wilson Sporting Equipment Canada by Amer, are more signs of the growing presence of Finnish companies in many segments of the Canadian economy.

Canadian Investment in Finland

The stock value of Canadian direct investment in Finland is negligible, amounting to less than C\$5 million in 1986. This value will probably be revised upward because Polysar now holds a 50% interest in Raision Polysar Oy, a joint venture company that will produce latex. Polysar's partner in the venture is Raision Tehtaat.

The few other Canadian companies with investments in Finland include Bombardier, with an interest in Trapper Oy; and IP Sharp Associates, with a 20% interest in TM Team Oy (software).

Finnish Political Situation

Finland is one of the largest countries in Europe (337,000 km²) with one of the smallest populations (4.9 million). It shares the latitude of Canada's Northwest Territories, but not the severe climate. It has been ruled successively from the West as part of the Kingdom of Sweden until 1809, and from the East as a Russian grand duchy, until declaring independence on December 6, 1917.

Finland is now one of Europe's most prosperous countries, pursuing close economic links with both West and East, and maintaining an almost aggressively neutral foreign policy.

Under the Finnish constitution, power is divided between the President of the Republic and a parliament of 200 members. The president is responsible for foreign policy, is Commander-in-Chief of the armed forces, appoints the cabinet, and may initiate or block legislation. The President is elected for a period of six years by an indirect electoral process. There have been only three presidents since 1946; the present one, Mauno Koivisto, was re-elected in February 1988 for a second six-year term.

Finland's complex proportional representation system encourages a multitude of political parties and the formation of coalition governments. Since April 1987, Prime Minister Harri Holkeri, a conservative, has led a coalition of the National Coalition Party (conservatives), the Social Democratic Party, the Swedish People's Party and the Finnish Rural Party. Mr. Holkeri is the first conservative Prime Minister since 1946.

The next parliamentary elections take place in March 1991.

The Finnish Economy

The Finnish economy expanded in 1989 for the 12th consecutive year, during which the gross national product (GNP) grew on average by 3.8% annually. The 1989 increase was 5%, compared with 5.2% in 1988. The national income per capita in 1989 was FIM 82,880 (C\$23,000), a growth of 11.7% over the previous year's national income of FIM 74,220 (C\$20,600).

During 1989, the inflation rate rose to 6.6%, leaving the real growth of income per capita at 5.1%. The favourable real wage growth, combined with an unemployment rate of only 3.5%, boosted private consumption for the third consecutive year. The overheating of the economy led to an increasing imbalance in Finland's 1989 balance of payments to FIM 21 billion (C\$5.8 billion). The deficit amounted to 4% of GNP and the total net debt to 17%.

Economic Forecast for 1990

At the end of 1989 the signs of an overheated Finnish economy became apparent. In 1989 private consumption had increased by 16%. This growth in consumption, which had continued for several years, culminated in a sharp increase in household indebtedness.

The favourable trend in exports of forest industry products in the past three years encouraged the industry to increase their investments by 20%. In order to curb demand and imbalance in the balance of payments, the Bank of Finland sought to keep financial markets tight and interest rates high during the latter part of 1989.

The government's 1990 budget proposal set forth a stabilization agreement for collective wage negotiations over the next two years. To reinforce measures already taken by the Bank of Finland, labour unions and employers' associations accepted this stabilization agreement in principle. The Ministry of Finance estimates the growth of GNP will slow to 2.5% in 1990.

Measures to curb consumption are expected to balance the deficit in the foreign trade balance. Investments in industry are expected to result in increased productivity, with exports growing by 3.5%. At the same time, decreased consumption is expected to slow growth in demand for imported products to about the same level of 3.5%. The deficit in the balance of payments should increase slightly.

The shortage of labour in southern Finland will help to keep unemployment at 3.5%. Inflation, which from January 1989 to January 1990 was 7.5%, is expected to decrease to 5% toward the end of the year. Consumption will be kept moderate by the prevailing high interest rates.

The average interest rate at major banks rose from 10% in 1988 to over 16% towards the end of 1989, and is expected to remain there. The housing market reacted quickly to this increase: prices stabilized and, in parts of suburban Helsinki, dropped 10 to 15%.

Finnish Foreign Policy

As a democracy with a free-market economy, Finland has strong ties to the West. A member of the Nordic Council with Sweden, Norway, Denmark and Iceland, it shares a common labour market and reciprocal welfare benefits. Finland is also a member of the European Free Trade Association (EFTA), the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD), the Council of Europe, the United Nations (UN), the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), the International Monetary Fund (IMF), the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD), and other financial institutions.

Finland's geographic location, small population and historical experience have necessitated the development of close and mutually beneficial relations with the U.S.S.R. Under the 1948 Finnish-Soviet Agreement on Friendship, Co-operation and Mutual Assistance, in force until 2003, Finland is committed to resist armed attack against Finland, or against the U.S.S.R. through Finland.

This does not give the Soviet Union the right to send troops into Finland by unilateral decision, since the clause is "subject to mutual agreement" by the two countries. Finland maintains healthy economic ties and ongoing political dialogue with the U.S.S.R.

In light of a need to maintain a careful balance with its Eastern and Western neighbours, Finland is a member of the Neutral and Non-Aligned Group and has constantly pursued a policy of neutrality that is recognized by both East and West.

Because Finnish security concerns would be threatened by conflict anywhere in Europe, it strongly supports arms control and disarmament; in particular, Finland seeks the establishment of a Nordic nuclear-free zone. Since 1955, Finland has been an active member of the UN and its specialized agencies, and was elected for a two-year term on the Security Council (1989-90).

Finland is particularly active in UN peacekeeping forces such as UNIFIL (Lebanon), UNDOF (Middle East), UNTSO (Middle East), UNMOGIP (India/Pakistan), UNFICYP (Cyprus) and UNTAG (Namibia).

Finland was host to the 1975 Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE) at which the Helsinki Agreement was signed; it hosted the 10th anniversary commemoration in 1985 and has been selected to host the 1992 CSCE follow-up meeting.

Finland met its 0.7% of GNP target for foreign aid in 1989. It has bilateral development programs of concentration with selected states located mostly in Africa and Asia, with 30% of its bilateral aid going to the least developed countries (LDCs).

Finland's armed forces number 36,500, of which the army accounts for 31,000. Military service is compulsory for men, followed by refresher courses up to the age of 50. Finland has reserves of 700,000, some 210,000 of which, with the regulars, would form a fast deployment force in an emergency. The defence budget amounts to 1.4% of GNP. Finland manufactures about one third of its own military equipment and buys the rest equally from East and West.

Finland – Foreign Trade

Part of the imbalance in Finland's balance of payments in 1989 was an unexpectedly large deficit of FIM 5.5 billion (C\$1.6 million) in the balance of foreign trade. In 1988 Finland had a surplus of FIM 783 million (C\$218 million). The value of imports in 1989 was FIM 105.3 billion (C\$29.3 billion); exports reached FIM 99.8 billion (C\$27.7 billion).

The volume of imports grew by 10% over 1988, and their value increased by 14%. The volume of exports did not grow, but their value increased by 7%.

The growth in imports derived largely from a 20% increase in the value of investment goods, a 16% increase in the value of consumer goods, and a 13% increase in the value of raw materials.

An increase in exports was due to a 14% increase in the value of metal industry products – the largest group of export items and accounting for 42% of the total value. Forest industry products, which accounted for 40% of the total value, saw an increase in value of 5%.

Trade figures for 1989 show that Western Europe has increasingly become Finland's most important trading partner. Finland bought 44.5% of its total imports from the European Community (EC), an increase of 17% over 1988. Similarly, 44% of Finland's total exports in 1989 went to the EC, up 8% over the previous year.

In 1989, Finland's second-largest trading partners were European Free Trade Association (EFTA) countries. Imports totalled 19%, exports 20.3%. Growth in imports and exports over 1988 figures were 15% and 6%, respectively.

Council for Mutual Economic Assistance (CMEC) countries in Europe provided 13.9% of Finland's imports and 16.2% of exports.

Finland's most important trading partners in Europe were Sweden, the F.R.G., the U.S.S.R., and the U.K.

In 1989, the United States was responsible for 6.3% of goods imported into Finland and received 6.4% of Finnish exports. Corresponding percentages for Canada were 0.9% and 1.4%.

Finland – Fact Sheet

Area:	337,000 km ² 58% forests, 8% cultivated, 7% water
Population:	4.9 million
Capital:	Helsinki
Languages:	94% Finnish, 6% Swedish
Religions:	90% Lutheran, 1% Greek Orthodox
Head of state:	President Mauno Koivisto (re-elected in February 1988 for a second six-year term)
Head of government:	Prime Minister Harri Holkeri (since April 1987)
Type of government:	Independent republic since 1917, with elected president, parliamentary democracy, proportional representation
National government:	Cabinet headed by Prime Minister, responsible to parliament. Currently in power is a coalition of the National Coalition Party (conservatives), the Social Democratic Party, the Swedish People's Party, and the Finnish Rural Party
Agreements:	Free trade agreement with European Community (EC) since 1973, separate free trade agreements with individual East European countries, co-operation agreement on economic, technical and scientific affairs with the Council for Mutual Economic Assistance (CMEA) since 1973
Gross domestic product (GDP):	US\$122 billion (1989)
GDP growth rate:	5% (1989)
Per capita GDP:	C\$23,000 (1989)
Inflation rate:	6.6% (1989)
Unemployment rate:	3.5% (1989)

Exports: CS\$27.7 billion (1989)
Major items: metals and engineering, forest industry, chemicals
Major markets: European Community (EC) 44%, European Free Trade Association (EFTA) 20.3%, Council for Mutual Economic Assistance (CMEA) 16.2%

Exports to Canada: CS\$375 million (1989)
Major items: paper, industrial machinery, transportation equipment, crude materials, manufactured products

Imports: CS\$29.3 billion (1989)
Major items: raw materials, consumer goods, crude oil, fuel lubricants
Major origins: EC 44.5%, EFTA 19%, CMEA 13.9%, U.S.A. 7%

Imports from Canada: CS\$255 million (1989)
Zinc ore, wood pulp, manufactured and food products

Notes

Notes